



Déclaration de la Commission Béninoise des Droits de l'Homme (CBDH) suite à la tentative de coup d'Etat du 7 décembre 2025

La Commission Béninoise des Droits de l'Homme (CBDH), Institution nationale indépendante chargée de la promotion, de la protection des droits humains et du Mécanisme National de la Prévention contre la Torture au Bénin, a suivi avec une attention particulière les informations relatives à la tentative de coup d'État du 7 décembre 2025.

La Commission Béninoise des Droits de l'Homme **réaffirme son attachement indéfectible à l'ordre constitutionnel** et rappelle que la Constitution béninoise en vigueur garantit la séparation des pouvoirs, le respect des libertés fondamentales et se fonde sur le principe de l'alternance démocratique. Toute tentative de renversement de l'ordre démocratique par des moyens non constitutionnels constitue une atteinte grave aux droits humains, à la paix sociale et à la stabilité nationale.

La CBDH salue la réactivité des forces de défense et de sécurité qui ont permis d'entraver une situation pouvant mettre en péril la sécurité des populations et le fonctionnement normal de l'État. Elle salue également le calme, la sérénité, la détermination et le professionnalisme dont ont fait preuve le Gouvernement du Bénin, son Chef le Président Patrice TALON et la Haute Hiérarchie militaire face à cette tentative de déstabilisation.

La Commission appelle l'ensemble des citoyens, des acteurs politiques, des organisations de la société civile, des Institutions de la République et des médias à privilégier :

- la préservation de la paix ;
- le respect du vivre-ensemble ;
- la diffusion d'informations fiables, vérifiées et non incendiaires.

Elle invite en conséquence à la retenue, au calme et à la cohésion nationale.

La Commission salue également la maturité et la sérénité du peuple béninois tout entier durant ce moment d'épreuve et appelle au maintien de la paix sociale, de l'unité nationale et de la vigilance citoyenne pour préserver les acquis démocratiques du pays, nécessaires au développement et à la promotion et la protection des Droits de l'Homme.

Elle rappelle que la sécurité nationale doit aller de pair avec la protection des libertés publiques et des droits fondamentaux. Rappelant l'importance cruciale du respect en toutes circonstances de la légalité et de l'état de droit, la Commission les exhorte à continuer d'agir dans le strict respect des droits de l'Homme et du droit national et international.

La Commission exprime sa compassion aux victimes directes et indirectes de cet événement, ainsi qu'à leurs familles et souhaite que ces victimes reçoivent le soutien et l'assistance appropriés.

Elle réaffirme son engagement à suivre attentivement l'évolution de la situation et à veiller au respect des droits de chacun durant cette période sensible.

Fait à Cotonou, le 8 décembre 2025.

Pour la Commission Béninoise
des Droits de l'Homme

Le Président



Abou-Bakari IMOROU